

SÉMINAIRE DE RENFORCEMENT SUR «la lutte contre la fraude, la corruption et le blanchiment : prévention, détection, investigation»

Inspection générale d'Etat du Bénin

Conformément à sa mission de contribution à la bonne gestion des affaires publiques et la lutte contre la corruption et le développement d'une gestion publique efficiente et d'optimisation des ressources publiques, L'Inspection Générale d'Etat du Bénin a organisé pendant deux semaines, du lundi 3 au 14 septembre 2012, un séminaire de renforcement de capacité et d'amélioration de l'environnement de contrôle sur le thème : «la lutte contre la fraude, la corruption et le blanchiment : prévention, détection, investigation» au Palais des Congrès de Cotonou.

L'objectif principal de ce séminaire est de retenir les approches et méthodologies de lutte c'est-à-dire des solutions non déstabilisantes qui favorisent davantage le développement réel.

Le séminaire est animé par des consultant-formateurs du Chapitre Français de «l'Association of Certified Fraud Examiners (ACFE)» qui sont des experts en prévention et

Photo d'archives



M. Jacques Alidou KOUSSE, Inspecteur général de l'IGE du Bénin

détection de fraudes, en lutte contre la criminalité financière, en Audit des systèmes d'information, en Droit Privé et Sciences criminelles.

Ont participé aux travaux, les délégués de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agrées (OECCA-BENIN), les Experts Comptables inscrits individuellement, les délégués de l'Ordre des Avocats, les délégués de la Chambre des Comptes, les délégués de la

Brigade Economique et Financière, les délégués de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), les Inspecteurs d'Etat, l'Inspecteur Général des Services et Emplois Publics et son Adjoint, l'Inspecteur Général des Finances et son Adjoint, les Inspecteurs Généraux des Ministères, les Auditeurs Internes du Gouvernement, le Contrôleur Financier, les Inspecteurs Généraux des Services etc.. ■

SIÈGE

Locaux de l'Inspection générale d'Etat de Djibouti
BP : 2603 | Tél : +253 21 35 36 63 / 21 35 65 36
Fax : +253 21 35 55 06
E-mail : secretariatdufige@intnet.dj
Site Web : www.figea.org | www.ige.dj

Directeur de Publication
M. Hassan Issa Sultan

Rédacteur en Chef
M. Abdou Karim GUEYE



Avril 2013
ÉDITION
N°4

ÉDITORIAL

Le FIGE en action

Sept ans après sa création, le FIGE est confronté à deux défis : La professionnalisation de sa direction et la diversification de ses ressources. Ce numéro est placé sous le signe de la transformation progressive du Forum des Inspections générales d'Etat qui a débuté en avril 2012 à l'occasion de 4^{ème} Assemblée générale qui s'est tenue à Luanda (Angola).

Le Forum qui a été créé à Djibouti en 2006 avec 5 institutions comme membres fondateurs compte aujourd'hui plus d'une vingtaine de membres. Les adhésions ne cessent d'augmenter et il est impératif que l'organisation suit cette croissance. L'autre fait marquant de cette assemblée de Luanda a été la création d'un centre de formation du FIGE installé en Cote d'Ivoire. Le FIGE est sur le point de conclure des conventions avec des institutions prestigieuses telles que le John Jay Collège of Criminal justice de New York et l'université française la Sorbonne. L'objectif principal de ce centre sera le renforcement des capacités des auditeurs des institutions membres du FIGE. Aussi, cette initiative s'inscrit dans les objectifs stratégiques du Forum.

L'actualité des institutions membres a été dense en termes d'activités. Parmi les nombreuses réalisations il faut citer l'organisation par l'IGE de Djibouti, d'un séminaire historique sur le renforcement de la transparence et la lutte contre la corruption et un séminaire de renforcement de capacité et d'amélioration de l'environnement de contrôle sur la lutte contre la fraude, la corruption et le blanchiment : prévention, détection, investigation, organisé par l'IGE du Benin.

Enfin, cette année, le Comité Directeur va se réunir le 15 et 16 avril 2013 au Djibouti Kempinsky Palace. À la marge de cette réunion, aura lieu une conférence sur le thème «la lutte contre la corruption et la coopération internationale sur le recouvrement des avoirs : les défis pour l'Afrique». Cette conférence verra la participation des représentants des deux firmes internationales spécialisées dans les contentieux commerciaux, l'intelligence économique et les investigations financières, il s'agit des cabinets Gibson Dunn et Kroll. ■



L'inspection générale d'Etat de Djibouti organise

**La 3^{ème} Réunion du Comité Directeur du FIGE
et la Conférence sur "la lutte contre
la corruption et la coopération internationale sur
le recouvrement des avoirs : les défis pour l'Afrique"**

15- 16 AVRIL 2013
DJIBOUTI KEMPINSKY PALACE

SYNTHÈSE DES RÉOLUTIONS, MOTIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA 4^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FIGE, TENUE À LUANDA, RÉPUBLIQUE D'ANGOLA LE 23 AVRIL 2012

La 4^{ème} Assemblée générale du Forum des Inspections Générales d'Etat d'Afrique et Institutions assimilées (FIGE), réunie le 23 avril 2012) à Luanda, République d'Angola, a adopté 17 Résolutions, 5 motions et 4 Recommandations.



RÉSOLUTIONS

Les résolutions adoptées sont relatives au fonctionnement du Fige, d'où on soulève les suivantes :

L'élection du Comité directeur, ainsi qu'il suit :

- Président : l'inspecteur Général de l'Administration de l'Etat de la République d'Angola ;
- Vice- Président : le Ministre Délégué chargé du Contrôle Supérieur de la République du Cameroun ;

- Membres :

- L'Inspecteur Général d'Etat de la République du Bénin ;
- L'Inspecteur Général d'Etat de la République de Côte d'Ivoire ;
- L'Inspecteur Général des Finances de la République Démocratique du Congo (RDC) ;
- L'Inspecteur Général d'Etat de la République Islamique de Mauritanie.

La reconduction de Monsieur Abdou Karim GUEYE et Monsieur Hassan Issa SULTAN, respectivement aux postes de Secrétaire Exécutif et Secrétaire Exécutif Adjoint, jusqu'à la prochaine Assemblée générale prévue en 2014, au Cameroun. La création du titre honorifique d'Ambassadeur du Fige, qui est chargé, en accord avec le Président du Comité directeur, des fonctions de représentation, de plaidoyer et de



M. Hassan Issa Sultan,
Inspecteur général d'Etat de Djibouti

juridiques et institutionnels mis en place pour le contrecarrer.

L'Inspecteur Général d'Etat, M. Hassan Issa Sultan a dans un discours de bienvenue aux officiels et à l'ensemble des participants à ce séminaire mis en exergue: «L'administration que nous avons il y a douze ans ne ressemble en rien à celle d'aujourd'hui; la différence est tout à fait considérable. En plus des institutions de contrôle, les pouvoirs publics prennent aussi en compte aujourd'hui la qualité du service public offert aux usagers».

Revenant sur les missions de l'institution dont il est responsable, il a relevé que «depuis l'année 2009, l'IGE a commencé à se consacrer au renforcement de ses expertises en matière de lutte contre la corruption et a rejoint plusieurs organisations régionales et internationales regroupant les institutions de lutte contre la corruption». Enfin, l'Inspecteur Général a souligné que «la lutte contre la corruption n'est pas une prérogative exclusivement réservée à un département ministériel ou à une institution du secteur public mais doit mobiliser toutes les parties prenantes : le gouvernement, le secteur privé et les organisations de la société civile».



Le Ministre de l'Economie, des Finances chargé de l'Industrie et de la Planification, M. Ilyas Moussa Dawaleh a en prenant la parole, à son tour, rappelé le simple fait que «dans un contexte de mutation constante et rapide de l'environnement économique mondial, le Gouvernement de Djibouti a fait de l'amélioration du climat des affaires la priorité centrale dans la promotion du secteur privé et du développement économique».

Après avoir énuméré les multiples défis de développement auxquels Djibouti devra faire face, il a évoqué «l'élaboration d'une vision à long terme dénommée Djibouti 2035, processus basé sur une démarche participative et prospective».

Le Ministre de la Justice et des Affaires Pénitentiaires, chargé des Droits de l'Homme, M. Ali Farah Assoweh a quant lui relevé que son département avait «élaboré tout un arsenal juridique pour combler les lacunes existantes encore dans le domaine de lutte contre la corruption». En ce qui concerne la coopération multilatérale dans la lutte contre ce phénomène, le Ministre a affirmé que «notre volonté de coopérer avec les organes onusiens de la problématique du crime organisé en général et de la corruption en particulier est matérialisée par la participation de notre pays au mécanisme d'examen de l'application de la convention des Nations Unies».

Enfin, la coordinatrice du Système des Nations Unies et Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développe-

ment, Mme Hodan Haji-Mohamud a, après avoir souligné que le phénomène de la corruption n'était pas le fait d'un pays ou d'un continent, a mis en relief que «Djibouti a ratifié la Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC) le 20 avril 2005 et a rejoint le projet régional du PNUD sur l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les pays arabes (PNUD-ACIAC) en mars 2011».

Elle a poursuivi sur cette lancée en indiquant que «Djibouti est également représentée dans divers réseaux régionaux et internationaux y compris le Réseau Arabe pour l'intégrité et la lutte contre la Corruption (Acinet)».

La Représentante Résidente du PNUD a décrit la corruption comme un obstacle au développement.

«Loin d'être confinée à la sphère économique, elle s'insinue au niveau des ressources environnementales créant ainsi des sérieux dégâts parfois irréparables pour les écosystèmes des pays, au niveau social, sanitaire ou encore judiciaire constituant de ce fait un obstacle majeur pour le développement».

Ce séminaire s'est poursuivi avec les travaux de deux tables rondes sur les thèmes de «promotion de l'intégrité et la prévention de la corruption dans la prestation des services publics » et de « renforcement de la transparence au sein du secteur privé», ainsi que d'une session de formation pour l'équipe gouvernementale chargée de l'évaluation de l'application de la CNUCC à Djibouti. ■

SÉMINAIRE NATIONAL DE RÉFLEXION SUR LE RENFORCEMENT DE L'INTÉGRITÉ ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Inspection générale d'Etat de Djibouti

À l'occasion de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la corruption, l'Inspection générale d'Etat a organisé, sous le haut patronage du Président de la République, un Séminaire de réflexion sur «*le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption*», en partenariat avec le PNUD. L'objectif de ce séminaire est de dégager une stratégie nationale de lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité à travers une confrontation des idées et l'échange des points de vue entre les acteurs de la vie politique, économique et sociale, ainsi que le législateur et les forces vives de la société civile.

Dimanche 9 décembre 2012, s'est ouvert au Kempinski Palace un séminaire national de réflexion sur le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption, événement placé sous le haut Patronage du Président de la République de Djibouti, SEM Ismail Omar Guelleh.

Lors du lancement de ces assises de réflexion sur un phénomène à caractère international, le Chef de l'Etat qui s'est exprimé en dernier lieu a tout d'abord relevé la coïncidence entre la célébration de la Journée Internationale de la lutte contre la corruption et cette action de l'Inspection Générale d'Etat.

Il a indiqué : «*Nous avons souhaité engager une réflexion nationale sur un sujet qui, trop souvent, jouit d'un silence coupable. Coupable parce qu'il perpétue des pratiques néfastes qui gangrèment notre quotidien. Coupable car il entraîne des violations endémiques des lois. Coupable enfin parce que socialement destructeur.*»

Le Chef de l'Etat a dans son discours décrit le phénomène ainsi que l'ensemble des moyens légaux,



S.E. M. Ismail Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti

*“Aux hommes d’être intègres,
à la société d’être vigilante,
à la justice d’être diligente”*

EN BREF

conseil au FIGE. Pour cette place a été nommée, en qualité d'Ambassadeur du FIGE, Madame NDOUR NAFY NGOM KEITA, Inspecteur Général d'Etat de classe Exceptionnelle, Vérificateur Générale du Sénégal. L'approbation de la création de l'institut de formation aux métiers du FIGE (inspection, audit, évaluation, enquête, investigation et contrôle) en rapport avec John Jay College et l'Association des Inspecteurs Généraux des Etats Unis d'Amérique et abrité par la République de Côte d'Ivoire.

MOTIONS

Les motions de remerciement ont été adressées :

A son Excellence Monsieur José Eduardo Dos SANTOS, Président de la République d'Angola, pour avoir autorisé la tenue des assises du FIGE et appuyé de manière exceptionnelle l'organisation de ces manifestations. Au Docteur Joaquim MANDA, Inspecteur Général de l'Administration de l'Etat d'Angola et ses Collaborateurs pour l'Organisation parfaite et l'accueil généraux qui leur ont été réservés.

Aux directeurs des services de la Commission Européenne, notamment OLAF et AIDCO pour l'appui au renforcement des capacités des membres du FIGE et pour tous les moyens logistiques mobilisés ; à Mme Margarete HOFMANN, Chef d'unité) l'OLAF et Mme Gween BEL-BEOCH pour leur engagement constant à l'égard des institutions membres du FIGE.

A Madame NDOUR Nafy NGOM KEITA, Président du Comité directeur sortant et les autres membres sortant, pour tous les efforts déployés pour consolider les bases de notre jeune organisation.

Au Professeur Warren NED BENTON, Chef du département Management Public de John Jay College of Criminal Justice de la Cité Universitaire de New-York pour sa contribution à l'évaluation des institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratif ; au Professeur Janne Marie Coll, pour sa participation active et instructive au colloque du FIGE.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont dans le sens de la recherche des moyens financiers, outre que les cotisations statutaires, tel comme des subventions ou dons sollicité par chaque institutions membre du FIGE, auprès des respectifs gouvernements, ainsi comme l'envisagement, par le Secrétariat Exécutif, d'un plan prospectif avec des activités créatrices de ressources pour le renforcement des actions du FIGE.

A été également recommandé à tous les membres, pour les besoins de la fiabilité, de la confiance et de la transparence, de remplir le questionnaire d'évaluation de nos institutions soumis par l'Associations des inspections générales des Etats Unis d'Amérique, dans les meilleurs délais.

A été recommandé au Secrétaire Exécutif Adjoint de prendre les dispositions pour matérialiser les Accords de coopération et de siège du FIGE en relation avec le Gouvernement de la République de Djibouti. ■

EN BREF

EXPANSION DU FIGE

Visite de travail auprès de l'Ethics and Anti Corruption Commission du Kenya

Dans le cadre de l'expansion du réseau aux nouveaux membres, le Secrétaire Exécutif Adjoint du FIGE se rendu en janvier 2013, à Nairobi. L'objectif de ces visites était l'examen des voies et moyens de coopération entre le FIGE et les institutions de contrôle visitées et d'exploiter toutes les opportunités qu'offre une connaissance mutuelle. ■

LE FIGE S'AGRANDIT

Le FIGE a accueilli trois nouveaux adhérents, l'Inspection générale des Finances de la RDC, l'Inspection générale

d'Etat de la Côte d'Ivoire et l'Inspection générale du gouvernement de l'Ouganda à l'issue de la 4^{ème} Assemblée générale, en 2012. ■

MESSAGE DE FÉLICITATIONS

Inspection générale du Gouvernement de l'Ouganda

Mai 2012 : Succédant à Monsieur Raphael BAKU, Madame Irène Mulyagonja a été nommée au poste d'Inspectrice générale du Gouvernement de l'Ouganda. Le Secrétariat Exécutif lui souhaite au nom de tous les membres du FIGE, la bienvenue au sein du réseau. ■

LE 2^{ÈME} COLLOQUE INTERNATIONAL DU FIGE À LUANDA

Les fraudes, les abus et la corruption dans les marchés d'investissements publics



Parallèlement aux travaux de la 4^{ème} Assemblée générale, le 2^{ème} Colloque international s'est déroulé 24 avril 2012 avec le thème «*la lutte contre les fraudes, les abus et la corruption dans les marchés d'investissements publics*» et a vu la participation de près de 20 pays africains et de nombreux part-

naires notamment les services de la Commission européenne de lutte contre la Fraude, le John Jay College of Criminal Justice, l'Association des Inspecteurs généraux des Etats Unis, la BAD, et le GIABA (Groupement Inter Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent. Marqué par les communications de

plusieurs experts internationaux, le colloque s'est poursuivi avec les travaux de deux ateliers de réflexion sur les Reformes institutionnelles nécessaires à une lutte contre la corruption efficace et sur les mesures en matière de détection et de prévention de la corruption. ■

BANQUE MONDIALE

Les fraudes, les abus et la corruption dans les marchés d'investissements publics

Le Secrétaire Exécutif Adjoint du FIGE, s'est rendu à Washington, pour prendre part à la seconde conférence de l'Internationale Corruption Hunters Alliance (ICHA) de la Banque mondiale, dont le FIGE est membre depuis 2010, sur la coopération internationale, l'innovation technologique, les priorités régionales et la répression de la criminalité transnationale, qui s'est tenue le 5 et 6 juin 2012.

Cette conférence qui a réunit les représentants venant de plus de 40 pays a pour objectif l'examen des moyens de promouvoir la coopération et le partage de l'information à l'échelle internationale, de renforcer les capacités, de mobiliser les ressources du savoir et de promouvoir les meilleures pratiques est un autre domaine où l'expérience des membres de l'Alliance peut s'avérer précieuse. ■

SECURITY AND EXCHANGE COMMISSION (G9C) / FBI / DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE AMÉRICAINE (DOJ)

Foreign bribery and Corruption Training conference

L'Inspecteur général d'Etat de Djibouti a séjourné à Washington du 11 au 13 février 2013 pour participer à une conférence intitulée «*Foreign bribery and Corruption Training conference*».

Cette conférence co-organisée par la Security and exchange commission (SEC), le fédéral bureau of investigation (FBI) et le département de la justice américaine (DOJ) a regroupé un groupe nombre d'insti-

tutions de lutte contre la corruption et des magistrats venues du monde entier et avait pour objectif d'échanger sur la coopération internationale dans la lutte contre la corruption afin de traquer partout dans le monde les coupables de faits de corruption. Par ailleurs, cette conférence a constitué une occasion de nouer des relations avec d'autres institutions qui sont susceptibles d'apporter du savoir faire et de l'expertise en matière de lutte contre la corruption. ■

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

15^{ème} Conférence Internationale Anti-Corruption

Le Secrétaire Exécutif Adjoint du FIGE, Inspecteur général d'Etat de Djibouti, a participé à la 15^{ème} Conférence Internationale Anti-Corruption (IACC) de Transparency International organisée cette année à Brasilia, du 7 au 10 novembre 2012, sur le thème de «*Mobiliser les gens : mettre en relation les gens qui apportent le changement*».

La conférence qui a réuni près de 1 900 représentants venant de 140 pays du monde vise à mettre en réseau et à promouvoir l'échange d'informations indispensables pour le plaidoyer et la prise d'actions à l'échelle nationale et internationale. Elle stimule le débat, encourage l'échange d'expertises, la coopération internationale entre les différentes institutions et citoyens présents. ■



CAMEROUN

LE FORUM DES INSPECTIONS GÉNÉRALES
D'ÉTAT ORGANISERA SA
5^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ET LE 3^{ÈME} COLLOQUE INTERNATIONAL
AU CAMEROUN

2014